

LE FIGARO·fr

Politique

Déclarations de patrimoine : pourquoi certains sont contre



<http://www.lefigaro.fr/politique/2013/04/09/01002-20130409ARTFIG00521-declarations-de-patrimoine-pourquoi-certains-sont-contre.php>

, | Mis à jour le 09/04/2013 à 18:32

VIDÉO - Pour certaines personnalités politiques, de gauche comme de droite, l'exigence de transparence concernant le patrimoine de chacun ne servira pas à lutter contre l'évasion fiscale, mais risque de creuser les divisions et d'alimenter la suspicion.

«Démagogie», «climat hystérique», «fausse bonne solution»... Alors que le premier ministre, **Jean-Marc Ayrault**¹, a promis que les déclarations de patrimoine des membres du gouvernement seraient publiées d'ici au 15 avril, **et que plusieurs personnalités**² de gauche comme de droite se sont déjà exécutées, la démarche est loin de convaincre tout le monde. Voici les cinq arguments avancés contre cette exigence de transparence:

1/ Cette mesure ne servira pas à lutter contre l'évasion fiscale. L'ancien premier ministre UMP **François Fillon** a **dévoilé son patrimoine lundi soir sur France 2**³. Il a cependant souligné que sans contrôle ni enquête, ce genre de dispositif ne servait à rien. Dans le cas de **Jérôme Cahuzac**⁴, «ça n'aurait rien changé du tout. Quand vous êtes malhonnête, aucune réglementation ne règle la question», a-t-il affirmé. Un avis que partage **Daniel Cohn-Bendit**: «Si quelqu'un a quelque chose à cacher, l'opération transparence, il n'en a rien à cirer!», a déclaré sur RTL l'eurodéputé écologiste. «Je ne crois pas que d'étaler la fiche d'impôt sur la place publique, ça fasse avancer quoi que ce soit», a-t-il ajouté.

2/ Cette démarche «démagogique» entretient «suspicion» et «voyeurisme». Sur France Inter, l'ex-ministre UMP **Nadine Morano** a dénoncé une «démarche absolument démagogique». Cela «n'équivaut pas à un certificat d'honnêteté dans la vie publique», a-t-elle noté. «On est en plein delirium tremens!, estime de son côté le député UMP, **Jacques Myard**. Quand comprendront-ils

qu'en agissant de la sorte, ils servent la démagogie des 'Tous pourris' et qu'en se mettant tout nus, ils ne cesseront pas d'être suspects. C'est la République de la suspicion générale», ajouté l'élus souverainiste. Gare au «voyeurisme» et à l' «hypocrisie», a lancé le patron de l'UMP, **Jean-François Copé** sur France 2, qui n'entend pas publier son patrimoine avant que la loi ne l'y oblige.

3/ En ces temps de crise, cela peut creuser les divisions, en pointant du doigt ceux qui ont un patrimoine important. Selon le chef de file des députés du Front de Gauche, **André Chassaigne**, cette «fausse bonne solution» a «un côté un peu malsain qui peut conduire à livrer à la vindicte populaire des élus qui sans être fortunés ont parfois des biens de famille alors qu'une partie des Français se trouve dans les pires difficultés».

4/ Cette transparence engage aussi les proches des politiques. Dans un communiqué, le sénateur UDI de Mayenne, **Jean Arthuis**, se montre ainsi défavorable à cette mesure, indiquant que son patrimoine «provient aussi du travail de mon épouse et des biens venant de sa famille». Il estime que «ce patrimoine est le gage de (son) indépendance». «L'épluchage des patrimoines m'a toujours gênée et me gênera toujours par rapport à mes enfants, mon mari» qui «après tout, n' a pas épousé la classe politique tout entière», déclare pour sa part la ministre de la Fonction publique **Marylise Lebranchu**. Même son de cloche du côté de **Jean-Jacques Urvoas** (PS), président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, qui indique dans *Le Parisien*: «Ce n'est pas mon patrimoine personnel: il remonte pour une part à avant mon élection et ma conjointe n'est pas élue. Si la loi m'impose cette publication, je m'y soumettrai. A défaut, je ne la publierai pas».

5/ La transparence devrait dans ce cas-là s'appliquer à tous ceux qui portent la parole publique. «La transparence, c'est très bien, mais à ce moment là, il faut l'élargir beaucoup plus, qu'elle concerne tous les gens qui décident au nom du peuple français ou qui portent la parole publique», a déclaré ce mardi le chef de file des députés UMP, **Christian Jacob**, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale. «Ce sont bien évidemment les élus, mais aussi les hauts fonctionnaires, les magistrats, les journalistes, les patrons d'organisations syndicales et d'ONG, et pourquoi pas faire, comme dans certains pays nordiques que tous les citoyens français aient l'obligation de publier leur patrimoine?», a ajouté le député de Seine-et-Marne. Pour **Jean-François Copé**, il faudrait étendre cette «opération de transparence absolue» «aux collaborateurs de cabinets ministériels ou de cabinet du président de la République, peut-être aussi aux directeurs d'administration centrale, d'autres corps de l'Etat, aux journalistes, syndicalistes».

(Avec AFP)

La rédaction vous conseille :

Urvoas: «Sortons de cette triste affaire par le travail, non par le spectacle»<5

L'UMP avance ses idées pour davantage de transparence<6

Transparence: ce qui existe, ce qui devrait changer<7

Désir veut un référendum sur la moralisation de la politique<8



Anne-Laure Frémont

journaliste 29 abonnés



Laure Kermanac h

journaliste 34 abonnés

Liens:

1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/-jean-marc-ayrault>

2 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/04/08/01002-20130408ARTFIG00521-declarations-de-patrimoine-les-politiques-jouent-la-transparence.php>

3 <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2013/04/08/97002-20130408FILWWW00621-fillon-declare-son-patrimoine.php>

4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/jerome-cahuzac>

5 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/04/08/01002-20130408ARTFIG00587-urvoas-sortons-de-cette-triste-affaire-par-le-travail-non-par-le-spectacle.php>

6 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/04/08/01002-20130408ARTFIG00632-l-ump-avance-ses-idees-pour-davantage-de-transparence.php>

7 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/04/08/01002-20130408ARTFIG00629-transparence-ce-qui-existe-ce-qui-devrait-changer.php>

8 <http://www.lefigaro.fr/politique/2013/04/06/01002-20130406ARTFIG00252-desir-veut-un-referendum-sur-la-moralisation-de-la-politique.php>